Extrait du Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

<http://senemag.free.fr>

Pourquoi la France est-elle si frileuse sur la question de son histoire avec l'Afrique ?

- Archives -

Date de mise en ligne : samedi 1er novembre 2008

Senemag - le magazine du Sénégal dans le monde

De tous les pays ayant pratiqué l'esclavage des Africains et disposé de colonies, la France semble être la seule grande démocratie occidentale à traîner lourdement les pas dans l'engagement au processus de pardon et réconciliation, comme le témoignent les propos récurrents du président Sarkozy.

source : www.pambazuka.org - 2008-10-28

Mais pour le président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire, **Mamadou Koulibaly**, qui évoque la grandeur de certains pays à faire face à leurs responsabilités dans certains drames qui ont frappé des peuples, l'attitude de la France ne saurait surprendre. Pour lui, si la France est si gênée et frileuse à s'engager dans l'initiative de la repentance, c'est parce qu'elle n'a pas encore véritablement rompu avec toutes les formes des faits qui nécessitent des excuses.

« Je ne suis pas venu effacer le passé, car le passé ne s'efface pas.

Je ne suis pas venu nier les fautes ni les crimes, car il y a eu des fautes et il y a eu des crimes.

Il y a eu la traite négrière, il y a eu l'esclavage, les hommes, les femmes, les enfants achetés et vendus comme des marchandises. Et ce crime ne fut pas seulement un crime contre les Africains, ce fut un crime contre l'homme, un crime contre l'humanité,

(&) Cette souffrance de l'homme noir c'est la souffrance de tous les hommes. Cette blessure ouverte dans l'âme de l'homme noir est une blessure ouverte dans l'âme de tous les hommes.

Mais nul ne peut demander aux générations d'aujourd'hui d'expier ce crime perpétré par les générations passées. Nul ne peut demander aux fils de se repentir des fautes de leurs pères.

Jeunesse d'Afrique, je ne suis pas venu te parler de repentance. Je suis venu te dire que je ressens la traite et l'esclavage comme des crimes envers l'humanité. Je suis venu te dire que ta déchirure et ta souffrance sont miennes. Je suis venu te proposer de regarder ensemble, Africains et Français, au-delà de cette déchirure et de cette souffrance.

Je suis venu te proposer, jeunesse d'Afrique, non d'oublier cette déchirure et cette souffrance qui ne peuvent pas être oubliées, mais de les dépasser.

Je suis venu te proposer, jeunesse d'Afrique, non de ressasser ensemble le passé mais d'en tirer ensemble les leçons et de regarder ensemble vers l'avenir. » *Nicolas Sarkozy Dakar, le 26 juillet 2007*

Alors qu'aujourd'hui, les grandes démocraties affrontent courageusement leur passé, en reconnaissant les torts causés aux peuples, en leur présentant des excuses, et même en allant plus loin parfois.

A travers l'histoire des hommes, des peuples ont assujéti d'autres. L'expression de cet avilissement prend diverses formes parmi lesquelles, l'invasion, l'occupation, l'esclavage, le colonialisme, l'assimilation ou la guerre, le génocide. Lorsque le peuple victime finit par retrouver des forces, par lui-même ou avec le concours d'autres, il organise un procès pour se faire justice et exige réparation, comme la France a pu le faire avec l'Allemagne de la seconde guerre mondiale.

Mais, lorsque le peuple victime est encore trop faible par rapport à son bourreau, pour être en mesure d'exiger la reconnaissance des faits qui peut conduire au mea culpa et réparation, le processus de réconciliation peut émaner du peuple bourreau sur lequel le temps aura fait son œuvre et permis la prise de conscience collective qui engendre le devoir de mémoire. C'est dans ce cheminement intrinsèque que certaines grandes Nations s'engagent aujourd'hui pour se réconcilier avec la face peu reluisante de leur histoire. L'exemple de l'Italie est là. Dernier d'une liste qui commence à s'allonger, timidement mais significativement, l'Italie vient de faire son entrée dans le club des États qui, dans le passé, ont partagé une histoire tumultueuse avec d'autres peuples, et qui ont décidé d'affronter la face peu glorieuse de cette histoire.

Tout a commencé par une petite, au regard d'autres, trentaine d'années de colonialisme en Libye, qui s'est étalée de 1911 à 1942. La petitesse de la durée n'a rien enlevé à la profondeur de la tragédie vécue par le peuple libyen, si l'on rappelle que dans l'histoire de l'humanité, la Libye a été le premier pays victime d'un bombardement aérien.

Il ne s'agit pas ici de retracer les horreurs que charrie toute colonisation, tout le monde sait de quoi c'est fait, mais de souligner la démarche que l'État italien a menée, et qui a conduit son Premier ministre, Silvio Berlusconi, à reconnaître publiquement et solennellement, tous les torts causés par l'administration coloniale au peuple libyen, et à s'engager à un dédommagement à hauteur de 5 milliards de dollars, pour « *tourner définitivement la page du passé* », a-t-il déclaré.

D'une part, il est évident que la quantification des dommages et leurs conséquences qui persistent à ce jour, est une tâche difficile, voire impossible ; par conséquent, aussi considérable que puisse paraître l'évaluation du montant du dédommagement, il ne peut revêtir qu'un caractère forfaitaire et surtout symbolique. D'autre part, « *tourner définitivement la page du passé* », comme indiqué par Berlusconi, ne peut signifier, au mieux, que la fin de toute nouvelle revendication financière de compensation, et non l'effacement de la mémoire qui doit d'ailleurs être préservée et commémorée.

Si l'on peut supputer sur l'opportunisme dont fait preuve l'État italien en alliant son devoir de mémoire aux contraintes économiques qu'impose la mondialisation, il n'en demeure pas moins que l'acte est posé, et que pour le peuple victime, cela représente une libération psychologique majeure qui ouvre la porte sur le deuil qui peut enfin être consommé. Reconnaître le statut de victime à un peuple, surtout par le bourreau d'hier, c'est le défaire du poids de l'influence négative de l'histoire, et le dévêtir de son complexe de peuple infériorisé. Son génie créateur peut alors se libérer. C'est aussi cela, le droit des peuples.

Dans notre société moderne, la reconnaissance des faits est le minimum que l'on demande à l'auteur d'un crime, ne fut-ce que pour que la famille puisse faire son deuil.

Personne ne peut reprocher à l'Italie d'avoir franchi le pas, trop tard. Il n'y a jamais prescription pour des douleurs de cette nature. En revanche, ce qu'il faut souligner, c'est le courage politique de l'État italien d'aujourd'hui qui assume, au nom du peuple italien, les actes que les gouvernements passés ont posés. C'est aussi cela, la continuité de l'État,

et l'expression de la grandeur d'un peuple, comme l'ont précédemment montré les Allemands.

Le franc-parler de l'Allemagne

Toujours en Europe. Cette fois, c'est l'Allemagne. Chaque pays trouve la formule appropriée pour préparer sa réconciliation avec les peuples qu'il a agressés dans le passé. Pour sa part, l'Allemagne s'est focalisée sur un événement précis pour amorcer le processus. Le massacre de milliers de Hereros, des populations de l'actuelle Namibie, par les troupes allemandes commandées par le général Lothar Von Trotha en août 1904.

Les excuses ont été exprimées en août 2004, au nom du gouvernement et du peuple allemands, par la ministre allemande du Développement, Heidemarie Wiecek-Zeul, lors de la commémoration en Namibie de ce massacre, en des termes très clairs : « *Les atrocités commises à cette époque seraient appelées aujourd'hui génocide et le général Von Trotha serait traduit en justice et condamné* » ; « *Nous Allemands, acceptons notre responsabilité morale et historique et la culpabilité des Allemands à cette époque* » ; « *J'ai un grand respect pour vos ancêtres qui sont morts pendant le soulèvement. Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont aveugles face au présent. L'Allemagne a appris les amères leçons du passé* » ; « *Au nom de Dieu, je vous demande de nous pardonner* » ; « *Chaque chose que j'ai dite est une excuse et je veux que cela soit clair pour qu'il n'y ait pas de malentendus* », a-t-elle déclaré.

En posant un tel geste, l'Allemagne renforce la position de ses ressortissants installés par milliers en Namibie, et ouvre la voie d'une réconciliation sérieuse avec ce peuple, ce qui profitera aux intérêts des deux parties. C'est ce que les Canadiens aussi ont compris.

Le réalisme du Canada

Autre lieu, autre continent, autre pays. Le Canada. Mais démarche similaire. Le Premier ministre Stephen Harper a présenté le 11 juin 2008, au nom du gouvernement de son pays, les excuses officielles aux populations indiennes et Inuites. « *Il n'y a pas de place au Canada pour les attitudes qui ont pu inspirer les pensionnats indiens. Le gouvernement s'excuse et demande pardon* », a déclaré Harper. En effet, dès le 19^e siècle, le gouvernement canadien, au plus fort de la politique d'assimilation en vogue, a enrôlé de force dans des pensionnats, des milliers de petits indiens, arrachés à leurs parents. Ils y ont subi les pires sévices.

Très multiracial aujourd'hui, le peuple canadien a affronté son histoire, fait son examen de conscience et jugé inacceptables les actes posés par les gouvernements d'alors. Une fois cette étape de devoir de mémoire passée, le reste est pure procédure. Le Canada l'a fait ; il s'est excusé et il a dédommagé. On parle de 3 milliards d'euros environ.

Même s'il s'agit d'une action de repentance menée à l'intérieur de son propre territoire et de sa propre nation d'aujourd'hui, cela n'enlève rien à la grandeur du geste canadien. Peu importe s'il s'agit de faire preuve de réalisme dicté par un contexte économique et social. Ce qu'il faut retenir, c'est cette volonté de réparation à l'endroit d'un peuple abusé, qu'il soit étranger ou de la même Nation que le coupable ; c'est ce que les Australiens aussi ont fait.

Le grand symbole de l'Australie

Un autre continent encore, et un autre pays. L'Australie. Mais la même politique d'assimilation et la même nécessité de se repentir. Durant une période à cheval sur les 19^e et 20^e siècles, tous les gouvernements australiens ont mené une politique raciste dont les Aborigènes ont été victimes, caractérisée par l'assimilation des enfants soustraits à

leurs parents et remis à des familles blanches supposées les civiliser, au mépris de leurs droits fondamentaux.

Après l'indispensable devoir de conscience, suivi du travail de mémoire sur les populations, fondée sur de multiples études, le gouvernement du Premier ministre Kevin Rudd décide de passer à l'acte fondateur d'une nouvelle relation entre les différentes communautés composant la Nation australienne.

Le 13 février 2008, Kevin Rudd déclare à la tribune du Parlement, « *Nous présentons nos excuses pour les lois et les politiques des parlements et gouvernements successifs qui ont infligé une peine, une douleur et une perte profondes à nos compatriotes. Pour la douleur et les souffrances subies par ces générations volées, leurs descendants et leurs familles, nous demandons pardon. Et pour l'atteinte à la dignité et l'humiliation infligée à un peuple fier de lui-même et de sa culture* ». Pour cette promesse électorale à laquelle il souscrivait trois mois après son élection, Kevin Rudd multiplie les symboles, allant jusqu'à poser un genou à terre devant une aborigène qui lui offrait un cadeau lors de cette cérémonie de repentance officielle.

Sans évoquer les drames et crimes commis pendant les deux siècles, citons un seul élément qui illustre à lui tout seul les conséquences actuelles de cette politique. Alors qu'ils vivent dans le même pays, dans les mêmes villes et soumis aux mêmes lois, la communauté blanche jouit d'une espérance de vie de 75 ans, contre seulement 53 pour les aborigènes.

Avant le Premier ministre Kevin Rudd, son prédécesseur John Howard, comme d'autres le font aujourd'hui ailleurs, s'était toujours refusé à engager le processus de réconciliation fortement recommandé par les études. Ce type de verrou a aussi existé chez les Américains.

Le pas décisif des États-Unis d'Amérique

Retour sur un autre continent, et un autre grand pays qui affronte la douloureuse partie de son histoire. Les États-Unis d'Amérique. Leur grande blessure historique, c'est l'esclavage.

Le peuple américain a lancé à la tribune de la Chambre des Représentants, par la voix du parlementaire Steve Cohen, une phrase qui incarne au niveau fédéral la volonté de finir avec les crimes contre ceux qui sont devenus citoyens américains. Cohen disait : « *Au nom des citoyens des États-Unis, la Chambre des représentants présente ses excuses aux Africains-Américains pour les erreurs commises contre eux et à leurs ancêtres qui ont souffert de l'esclavage et des lois Jim Crow invitant à la ségrégation raciale* ». Jim Crow étant le père des lois ségrégationnistes dont les Noirs furent largement victimes, lois abolies en 1954 et 1964.

Même si Cohen a utilisé le terme adoucissant *Erreur* pour qualifier les atrocités dont il est question, cela n'enlève rien au geste fort que représente cette volonté au niveau fédéral de briser le mur que l'histoire a dressé entre les communautés.

Cette décision fédérale est la suite logique des actes de repentance similaires que certains États avaient déjà posés. Ce fut le cas de la Virginie, du Maryland, de la Caroline du Nord, de l'Alabama, de la Floride, et même du Sénat américain lorsqu'il a présenté ses excuses aux Indiens en février 2008. Les « *regrets* » du président Clinton et les propos du président George W. Bush qualifiant l'esclavage de « *l'un des plus grands crimes de l'histoire* » ont certainement contribué à obtenir ce pardon fédéral.

Ce qu'il y a de véritablement encourageant, c'est l'engagement des parlementaires à Suvrer pour corriger « *les conséquences persistantes* », selon leurs propos, de ce qu'ils qualifient de « *la fondamentale injustice, la cruauté, la*

brutalité et l'inhumanité ». Tout y est dit. Ce qui s'est produit durant des siècles a incontestablement des conséquences sur la vie d'aujourd'hui.

A côté des pays comme l'Italie, le Canada, l'Australie et les États-Unis qui tiennent actuellement le haut de l'affiche dans cette nécessité d'avoir le courage d'engager le processus qui peut conduire à clore définitivement le chapitre douloureux des atrocités infligées à un autre peuple, il y a la position britannique.

La timidité de la Grande Bretagne

En 2005, pendant six mois, la Grande-Bretagne a célébré à grand renfort de couverture médiatique, l'abolition, 200 ans plus tôt, par le Parlement britannique, de l'esclavage subi par les Africains. La société civile a été grandement impliquée dans cette commémoration et les médias ont alors largement mis en lumière le rôle prépondérant joué par la monarchie et l'église, et les bénéfices directs qu'ils en ont tirés.

En ce qui la concerne, l'Eglise anglicane s'est prononcée sur son rôle dans l'esclavage et a présenté des excuses officielles en « *reconnaissant les dégâts causés aux héritiers de ceux qui y ont été placés* », et en recommandant à la société britannique dans son entièreté la nécessité d'en faire autant. Le Premier ministre britannique d'alors a-t-il entendu cette recommandation ?

Toujours est-il qu'il a exprimé son « *profond regret* », comme le fit Clinton avant lui. On peut déjà se réjouir de cette première étape timide venant de Londres, en pensant que celle de Clinton en était une qui a contribué au pardon fédéral exprimé par les parlementaires américains quelques années plus tard. Quant à la question de la réparation, l'État britannique n'en est pas encore là, mais l'Archevêque de Canterbury en accepte le principe, tout en reconnaissant la complexité de sa mise en œuvre.

Tout ce frémissement augure d'un avenir prometteur de voir la Grande-Bretagne suivre les pas de pays qui ont déjà franchi le Rubicon. Qu'en est-il alors des français ?

La frilosité de la France

De tous les pays ayant pratiqué l'esclavage des Africains et disposé de colonies, la France semble être la seule grande démocratie occidentale à traîner lourdement les pas dans l'engagement au processus de réconciliation, comme le témoignent les propos récurrents du président Sarkozy, rapportés le 10 mai 2007 par le journal français *l'Humanité*, comme suit « *Au bout du chemin de la repentance et de la détestation de soi il y a, ne nous y trompons pas, le communautarisme et la loi des tribus.* » (Paris, discours d'investiture en tant que candidat UMP, 14 janvier 2007).

« *Je déteste la repentance qui veut nous interdire d'être fiers d'être Français, qui est la porte ouverte à la concurrence des mémoires, qui dresse les Français les uns contre les autres en fonction de leurs origines et qui est un obstacle à l'intégration parce qu'on a rarement envie de s'intégrer à ce que l'on a appris à détester.* » (Lyon, 5 avril).

« *Je déteste cette repentance qui est une falsification de l'histoire de la France. Car la France n'a pas à avoir honte de son histoire.* » (Metz, 17 avril).

« *Pourquoi tant de haine ? Parce que je n'accepte pas la repentance ? Parce que je ne veux pas qu'on demande aux enfants d'expier les fautes supposées de leurs pères ? Parce que je considère que la France n'a pas à avoir*

honte de son histoire ? Parce que je dis que la France n'a pas inventé la solution finale, ni commis de génocide et qu'elle est le pays au monde qui a le plus fait pour la liberté des hommes ? » (Dijon, 23 avril).

« Il y avait la repentance qui demandait aux fils d'expier les fautes supposées de leurs pères et même de leurs aïeux ou de leurs ancêtres. Il fallait expier l'histoire de la France, il fallait expier les croisades, les révolutions, les guerres, la colonisation. Tout, il fallait tout expier. » (Montpellier, 3 mai.)

On ne peut être plus clair sur le manque de volonté politique d'accorder aux victimes le droit d'entendre le bourreau reconnaître ses crimes, puis participer à gommer les conséquences qui en découlent.

Comment réagirait la famille d'une victime, si elle entendait l'auteur du crime reconnaître son forfait et refuser de présenter les excuses qui s'imposent ? C'est exactement ce comportement que Sarkozy a eu en décembre 2007 à Alger, lorsqu'il déclarait : *« Oui, le système colonial a été profondément injuste, contraire aux trois mots fondateurs de notre République : liberté, égalité, fraternité »*, tout en s'abstenant de présenter les excuses du gouvernement français.

Cet acharnement à repousser toute idée de repentance cache mal l'embarras de Paris, comme l'illustre la vaine hésitation des députés français qui d'un côté, votent en mai 2001 la loi Taubira, du nom de la députée Christiane Taubira, qui qualifie l'esclavage de crime contre l'humanité, et se précipitent d'autre part, à voter, en février 2005, une autre demandant aux programmes français, au sujet de la colonisation, de *« reconnaître le rôle positif de la présence française Outre-Mer »*, soulevant ainsi un tollé général qui fait échec à l'article incriminé.

Comment comprendre cette position de l'État français, quand on sait qu'il aime à proclamer que la France est le pays des Droits de l'Homme, ce qu'elle sait effectivement être dans certaines circonstances ?

Certaines pistes peuvent permettre de comprendre ce mal-être de la France face aux différentes périodes sombres de son histoire avec l'Afrique. En effet, on peut simplement observer que si la France est si gênée et frileuse à s'engager dans l'initiative de la repentance, c'est parce qu'elle n'a pas encore véritablement rompu avec toutes les formes des faits qui nécessitent des excuses. On ne peut logiquement pas demander pardon pour un acte que l'on continue de poser, ni de tourner la page sur laquelle l'on continue d'écrire. En cela, la France est logique avec elle-même. Elle est encore tellement présente, et pas toujours de manière glorieuse, dans la vie politique et économique de ses anciennes colonies, qu'il lui est quasiment impossible de parler de ses crimes comme si c'était du passé.

Une autre chose qui illustre le paradoxe de la France, c'est la comparaison que l'on peut faire avec les États-Unis. La France a environ deux cents ans d'histoire républicaine, tout comme l'Amérique depuis l'établissement de son État fédéral. Autant, en l'espace de deux siècles, les États-Unis, en dépit des insuffisances que l'on peut encore déplorer aujourd'hui au sein de la société américaine, ont pu produire un président, potentiel à ce jour, issu de la communauté noire qui est représentée au sein de toutes leurs Institutions, la haute administration civile et militaire, les médias, et dans le sommet des grandes entreprises, autant les gouvernements français successifs refusent la promotion de ses citoyens d'origine immigrée dans les hauteurs de leurs Institutions, la haute administration, et dans la représentation du paysage médiatique.

Certes l'histoire de ces deux pays n'est pas la même, mais les faits sont là. Autant l'Amérique a été très difficile pour les Noirs, autant elle leur a offert certaines chances. En revanche, autant sous la IV^e République on trouvait des

députés noirs, autant aujourd'hui on les cherche en vain à l'Assemblée.

Après être passée de l'esclavage au colonialisme, puis aux accords de coopération protectionnistes, la France est arrivée au bout d'un chemin où il lui est difficile de trouver une nouvelle formule lui garantissant les mêmes privilèges d'antan, en cette période de mondialisation que d'autres pays comptent bien mettre à profit. L'époque ne s'y prête plus et les Africains ne veulent plus se laisser faire.

Il est indispensable, tant pour le bénéfice de l'Afrique que pour celui de la France, que cette dernière remette en cause ses pratiques actuelles, afin de pouvoir se donner les moyens d'ouvrir les voies d'une réconciliation avec une bonne partie de l'Afrique. Maintenant que la pratique de la repentance semble devenir une approche qui tend à se généraliser, les Africains deviennent de plus en plus impatients. La France ne doit pas commettre l'erreur d'ignorer cette soif plus pressante que la pire des sécheresses. C'est le sens de l'histoire. Chaque jour qui passe est un jour qui éloigne d'autant l'Afrique de la France.

Lorsqu'elle sera prête, il faudra à la France affronter l'esclavage qu'elle a pratiqué quatre siècles durant, la colonisation qu'elle a développée pendant un siècle, et le mode de « coopération » qu'elle a instauré depuis un demi-siècle avec les pays africains. Nous reconnaissons que cela fait beaucoup pour la France, mais cela est à l'échelle des tragédies causées par elle, et nous avons confiance. La France, elle est grande, et elle saura absorber le choc, dès lors que la volonté politique s'établira. Elle trouvera alors à ses côtés, une Afrique prête à pardonner et accepter de nouvelles règles, ce qu'elle réclame du moins.

En Italie, en Allemagne, au Canada, en Australie, aux États-Unis, en Grande Bretagne, plusieurs gouvernements se sont opposés à toute repentance, avant qu'un groupe d'hommes politiques courageux prennent à bras-le-corps le sujet et le conduisent à son terme. La France n'y échappera pas. Ce n'est qu'une question de temps, et il joue pour l'Afrique.

Mamadou Koulibaly Président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire